

## **Baromètre IRSN 2013. La perception des risques et de la sécurité par les Français**

Sondage réalisé par l'institut BVA en octobre et novembre 2012<sup>6</sup>

### **Les risques et les Français... une opinion**

Annuellement depuis 1977, l'IRSN produit, sur la base d'enquêtes d'opinion, un baromètre sur la perception des risques nucléaires par les Français. Il resitue le risque nucléaire dans les sujets qui préoccupent la société. L'existence de trente ans de baromètres permet d'analyser l'évolution des préoccupations en général et celles qui concerne le nucléaire en particulier.

Le « palmarès » des risques perçus demeure globalement inchangé depuis trente ans. En tête sont les préoccupations de nature économique (chômage, exclusion, etc.). Les retombées radioactives en France de « Tchernobyl » ne s'estompent pas avec le temps comme le font les conséquences d'événements ; la défiance dans l'opinion est toujours aussi importante depuis 1986. Mais « les accidents de la route », souvent cités en premier comme situation dangereuse avant 2002, reculent au huitième rang des risques perçus en 2011 (hausse de la confiance dans l'action publique).

Les comportements individuels (sida, obésité, alcoolisme, drogue, tabagisme, etc.) sont considérés comme générant un risque élevé, mais plutôt bien pris en compte par les politiques publiques.

Les pollutions diffuses : retombées radioactives, radioactivité, pesticides, pollution de l'air ou de l'eau, OGM, sont perçues comme présentant des risques élevés ou moyens, avec des scores très

---

6. Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, voir <http://www.irsn.fr/fr/irsn/publications/barometre/Pages/default.aspx>

faibles en termes de confiance dans l'action publique et de crédibilité des informations mises à disposition.

Les risques technologiques attachés à des sites identifiables : installations chimiques, déchets radioactifs ou chimiques, centrales nucléaires, incinérateurs de déchets ménagers... viennent ensuite associés au déficit de confiance dans l'action des pouvoirs publics et dans l'information.

Les risques non industriels : canicule, accidents domestiques, inondations, bruit... sont réputés plutôt faibles, avec un niveau de confiance dans l'action conduite au-dessus de la moyenne.

Pour les Français, la gestion des risques doit reposer sur la transparence, le pluralisme et l'indépendance de l'expertise ; ils sont à près de 90% en faveur du développement de structures de concertation pluralistes rassemblant décideurs politiques, experts scientifiques, industriels, associations et citoyens afin de contribuer à l'évaluation des risques et à leur maîtrise. Le public juge normal que les experts scientifiques, en qui il a confiance, aient des avis différents.

L'accident de Fukushima-Daiichi (mars 2011) est bien sûr un choc : les Français n'ont jamais été aussi nombreux (55% en septembre 2011) à juger élevé le risque des centrales nucléaires et aussi peu (24%) à accorder leur confiance aux autorités. Mais les Français sont tout autant que l'année précédente (15%) à penser que la vérité est dite au sujet des dangers des centrales nucléaires. Ils souhaitent à plus de 80% une évaluation pluraliste de la sûreté des installations nucléaires impliquant les parties prenantes et des experts internationaux.

Nucléaire, accidents de la route, climat, terrorisme, soins médicaux, restent des préoccupations importantes. On peut remarquer une montée des inquiétudes des risques liés à la sphère proche de chaque individu (maintien voire reprise de l'insécurité, émergence des inquiétudes sur les actes médicaux en remplacement de la frayeur lors de l'épisode de la grippe due au H1N1). Les préoccupations concernant les risques chimiques et alimentaires restent néanmoins présentes. Sur les pesticides et OGM, on note un fort effet de la publication de G.E. Séralini portant sur les effets sanitaires de la consommation d'OGM.

Face à la crise économique (chômage, crise financière devant misère et exclusion) la préoccupation environnementale passe au second plan (chute de 44% en 2007 à 21%). La crise n'a pas détourné de la sensibilité aux risques mais les a relativisés à court terme. Les justifications institutionnelles (indépendance énergétique, maîtrise approvisionnement, etc.) fonctionnent de moins en moins bien (mais cela reste le premier argument accepté pour le nucléaire).

En termes d'environnement, les pollutions de l'eau et de l'air ont des scores importants et constants, ainsi que l'effet de serre (plus de 30%). Viennent ensuite les pollutions des sols et les destructions des forêts (environ 20%). L'opinion accorde une moindre importance aux questions liées à la biosphère : les disparitions d'espèces animales et la dégradation des paysages ne préoccupent que 13 et 10% des sondés. Certaines questions sont sensibles à l'exposition médiatique (accidents climatiques, polémiques, etc.).

### **La confiance en la science et le progrès : globalement élevée et maintenue**

Certains ont plus confiance qu'il y a dix ans, d'autres moins. Les violemment déçus (beaucoup moins confiants) augmentent (passant de 1% à 3% en 10 ans) et pourraient alimenter les mouvements actifs de contestation. Par ailleurs, de moins en moins de gens pensent que le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime, les diplômés étant les moins critiques. En revanche, paradoxalement de moins en moins de gens pensent qu'il y a plus de bénéfices que d'effets néfastes, et cette fois-ci : « reconnaître les bénéfices liés à la science n'est pas corrélé avec le niveau d'études ».

### **Expertise, débat et contrôle sur les risques : vive les ONG et les experts**

Pour la gestion et l'expertise des risques d'une installation, les Français favorisent la légitimité technique des scientifiques qui apportent leurs connaissances et l'autorité des pouvoirs publics et des élus locaux. Mais de plus en plus, ils veulent qu'ils s'associent aux associations non gouvernementales

qui, pour la seconde année consécutive, atteignent le même niveau de légitimité que les élus locaux, et les comités de citoyens pour contrôler ce qui se passe autour d'une installation.

La majorité des Français a une bonne, voire très bonne, opinion des experts scientifiques, compétence et indépendance en étant les deux premières qualités. Ils ne doivent pas hésiter à afficher des avis contradictoires. Il n'est, et ce, de façon majoritaire, pas acceptable qu'un avis d'expert ne soit pas rendu public (le secret industriel et en général tout engagement contractuel ne sont pas de bonnes excuses, secret défense et terrorisme sont de plus en plus acceptés mais aussi l'incertitude scientifique sur les résultats !). On ne note pas d'évolution notable sur le besoin de réunions publiques de débat (l'implication individuelle est en baisse). Mais les structures pluralistes de débat sont continûment plébiscitées (90%) sans pour autant que l'engagement soit au rendez-vous. Ces structures incluant des citoyens sont à même de mieux identifier les risques (39%) et d'être efficaces (35%), mais modérément amenées à mieux définir les questions (9%) ou faire émerger de nouveaux points de vue et idées (19%). Ces structures doivent incorporer beaucoup d'acteurs, mais les juristes, les journalistes, et surtout les syndicalistes sont à la traîne dans ce « besoin ».

### **Tendances !**

Sur les tendances des risques perçus, on peut noter que le nucléaire retrouve les niveaux d'avant Fukushima, comme les déchets radioactifs. Les risques alimentaires sont sur un palier constant faible consécutif à la normalisation post vache folle. Les OGM ont un petit regain de crainte (effet Séralini).

De façon générale les secteurs sous réglementation (radiographies, etc.) montrent un tassement des risques perçus : les Français améliorent leur confiance dans l'effort réglementaire.

Sur ce plan, la plus faible confiance dans les autorités porte sur les OGM, la pollution, les pesticides, les nanoparticules ! Ce sentiment qu'« on ne nous dit pas tout » touche les risques diffus. Les produits alimentaires sont dans une position intermédiaire. La confiance est limitée dans les secteurs relevant d'activités économiques ou marchandes et donc d'intérêts. La confiance est plus forte pour les situations dans lesquelles la discipline individuelle est en cause (sida, alcoolisme), ou les politiques (terrorisme, infrastructures).

**Quelques risques « très bien informés », collectifs et non industriels : sida, canicule, incendies, accidents domestiques. On peut penser que les actions conduites sont bien visibles.**

On en sait peu mais on a davantage confiance : les Français acceptent plus facilement de coexister avec les sites sensibles ! Mais c'est après une baisse jusqu'en 1996, suivie d'une remontée jusqu'en 2000, puis d'une nouvelle baisse jusqu'en 2011 et, au-delà, une reprise de l'acceptation. Les stockages et les dépôts de déchets radioactifs ou déchets ménagers sont les sites le plus refusés, les infrastructures les plus acceptées, le nucléaire est au milieu.

Les centrales restent les installations les plus susceptibles de provoquer des catastrophes selon l'opinion du public. L'accident de Fukushima a marqué les esprits. Mais l'argument de l'indépendance énergétique en faveur du nucléaire croît de plus en plus. Pour la transition énergétique et les nouvelles énergies, l'argument de l'indépendance énergétique est faible, et celui du contenu en emplois peu porteur.

**Jean-Luc Pujol**